



---

## **Le droit de vote pour toutes et tous : le PS se bat pour plus de démocratie dans notre pays !**

Le 7 février 1971, les hommes suisses ont – enfin – accepté d'accorder le droit de vote aux femmes. Pendant trop longtemps, la démocratie suisse a été le privilège d'une seule « moitié » de la société. Et aujourd'hui encore, de larges pans de la population sont exclus de la participation à la vie politique (codétermination politique). Cela concerne principalement les migrant-e-s, mais aussi les jeunes de moins de 18 ans et les personnes en situation de handicap. En prenant des décisions novatrices, certains cantons ont joué un rôle pionnier et ont créé des possibilités de participation à la vie politique. Ces cantons sont devenus plus démocratiques... et donnent ainsi l'exemple. **Les personnes concernées par une décision devraient également avoir un droit de regard (et de vote) sur cette décision : c'est là notre conviction fondamentale.**

Jusqu'en 1971, le genre (le sexe) était encore un critère pour l'exercice des droits politiques. Aujourd'hui encore, les personnes qui n'ont pas la nationalité suisse ne sont pas autorisées à participer aux décisions en votant. De facto, c'est une sorte de démocratie censitaire qui perdure. Le PS prône un concept de citoyenneté (« concitoyenneté ») qui ne se limite pas à la nationalité. La citoyenneté donne à chaque membre de notre société le droit de participer à la prise de décisions au sein de la communauté dans laquelle il vit et d'assumer des responsabilités pour le compte de la société s'il le souhaite. Un grand nombre de migrant-e-s sont né-e-s ici ou vivent en Suisse depuis de longues années. Or, beaucoup d'entre elles et eux n'ont pas la possibilité de faire entendre leur voix sur le plan politique. La population ayant le droit de vote n'est pas représentative de l'ensemble de la population. Voilà qui est tout sauf démocratique.

Cinquante ans après la décision d'accorder aux femmes suisses le droit de vote et d'éligibilité, il est temps de faire enfin de nouveaux pas vers plus de démocratie. Quiconque vit en Suisse doit respecter les lois et est concerné par les mesures étatiques ne doit pas être exclu de l'exercice des droits politiques pour la simple raison qu'elle ou il ne possède pas la nationalité suisse. **Le PS Suisse demande donc le droit de vote et d'éligibilité dans les cantons et les communes pour toute personne établie en Suisse.** Cela s'ajoute à la nécessaire facilitation et simplification de la naturalisation pour les personnes qui vivent parmi nous depuis un certain temps déjà. La participation à la vie politique renforce le sentiment d'appartenance et accroît la sensibilité aux droits et aux devoirs de tout-e-s les habitant-e-s. La diversité des expériences de vie et des points de vue enrichit le débat politique et renforce ainsi la démocratie.

Or, la tendance politique actuelle va dans une autre direction. Les personnes qui n'ont pas la nationalité suisse sont marginalisées parce que l'on établit un lien de dépendance entre leur droit de séjour et l'aide sociale, les connaissances linguistiques ou l'absence de dettes. Malgré la crise du coronavirus, beaucoup n'osent pas faire appel à l'aide sociale. Car c'est alors que se profile la menace d'une rétrogradation et, dans le pire des cas, de la perte du permis de séjour. Le PS Suisse réitère sa position : **toute personne vivant en Suisse a droit à un séjour sûr et à une participation à la vie démocratique.** Nous devons lutter contre la pauvreté, non contre les pauvres.

**Il est inacceptable que la Suisse ait jusqu'à aujourd'hui exclu un quart de sa population – plus de deux millions de personnes – de la participation à la vie démocratique et qu'elle lui refuse toujours le droit de vote et d'éligibilité.** Nous voulons enfin remédier à ce déficit de démocratie. Par conséquent, le PS Suisse lance cette année, conjointement avec un grand nombre d'organisations de migrant-e-s, de clubs et d'associations, une campagne baptisée « Droit de vote pour tou-te-s ». Par cette campagne, nous cherchons à obtenir une participation plus démocratique et une plus grande sécurité pour les migrant-e-s vivant en Suisse.